

## Dynamiques transfrontalières: Burundi-RDC (mise à jour en août 2019)

Cette note stratégique résume d'importantes considérations liées aux dynamiques transfrontalières entre le Burundi et la République Démocratique du Congo (RDC) dans le contexte de l'épidémie d'Ebola dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri en RDC. Il s'agit de la troisième d'une série de quatre notes stratégiques sur les zones frontalières à risque entre la RDC et quatre pays voisins hautement prioritaires (Burundi, Ouganda, Rwanda et Sud Soudan).<sup>1</sup> Au moment de publier cette note, en juillet 2019, aucun cas d'Ebola n'avait été importé de la RDC vers le Burundi. Les mouvements transfrontaliers n'en présentent pas moins un risque important de transmission. Cette note fournit des informations sur les relations transfrontalières, sur les dynamiques politiques et économiques susceptibles de les influencer et sur les domaines et acteurs les plus à risque.

La note s'appuie sur une revue rapide de la littérature académique et grise, sur des recherches de terrain au Burundi et sur des discussions informelles avec différents collègues. La note a été élaborée par Jean-Benoît Falisse (Université d'Édimbourg), avec l'assistance d'Ingrid Gercama, Nadia Butler, Theresa Jones et Juliet Bedford (Anthrologica), ainsi que Oto-Asael Magerano, Louis Rivière, Shaka et Hugues Nkengurutse. Des contributions supplémentaires et des commentaires ont été apportés par des chercheurs de l'Université d'Anvers, de l'Université de Cambridge, de l'Université catholique de Louvain, de l'Université d'Édimbourg, de l'Université de Gand, de l'Université du Lac Tanganyika à Bujumbura, de la Northwestern University à Chicago, de l'Institut de Recherche pour le Développement (France) et du bureau de l'UNICEF au Burundi. La responsabilité de cette note incombe à la Plateforme Social Science in Humanitarian Action (SSHAP).

### Principales considérations et recommandations

- **Politisation** : Le parti au pouvoir, le *Conseil National pour la Défense de la Démocratie* (CNDD-FDD), est présent à tous les niveaux de la vie publique (et souvent privée). Son appareil de surveillance s'étend jusqu'au niveau local. Les acteurs de la riposte Ebola doivent accorder une attention particulière à la politisation perçue et/ou réelle des interventions de santé publique et à la façon dont celles-ci s'inscrivent dans un contexte de tensions communautaires et politiques et de réseaux d'influence.
- **Crise politique avec le Rwanda et avec les acteurs de l'aide internationale** : La crise politique de 2015 et ses suites ont provoqué de graves tensions entre d'une part le Burundi et d'autre part le Rwanda, les pays occidentaux et des ONG. De nombreuses organisations ont cessé leurs activités ou ont réduit leur présence dans le pays. Les bailleurs de fonds qui pourraient jouer un rôle clé dans le soutien d'une réponse à Ebola, comme l'Union européenne, ont, en partie, cessé de financer le gouvernement (en partie à cause des questions des droits de l'homme), ce qui met une pression accrue sur le Ministère de la Santé en raison de la réduction substantielle du budget opérationnel.
- **Frontière poreuse** : Le Burundi partage une frontière de 236 kilomètres avec la RDC (province du Sud-Kivu). La frontière demeure très poreuse et est le théâtre d'un important trafic de minéraux, d'armes, de drogues et de marchandises de contrebande (en ce compris des camions chargés de carburant, de bière, de tissus, de vêtements usagés, de bétail et d'autres articles importés). Les principaux acteurs qui opèrent à la frontière, officiellement et officieusement, comprennent la police, l'armée, les éleveurs locaux, ainsi que la jeunesse du CNDD-FDD, les *Imbonerakure* (« ceux qui voient loin » en kirundi, l'aile jeunesse du CNDD-FDD), commerçants, bergers et pêcheurs. Tous ces groupes devraient être sensibilisés et activement engagés dans le cadre des activités de préparation et d'intervention Ebola.
- **Tensions et groupes armés** : La plaine de la Rusizi, seule frontière terrestre entre la RDC et le Burundi, a connu d'importants affrontements inter- et intra-communautaires du côté congolais. De nombreux groupes armés de taille et de type divers y opèrent, y compris des rebelles burundais qui font des incursions occasionnelles au Burundi. L'armée burundaise et les *Imbonerakure* font également des incursions, moins fréquentes, en RDC.
- **Vie informelle transfrontalière** : La vie dans la zone frontalière, qui s'étend jusqu'à Bujumbura (capitale économique du Burundi) et Uvira (deuxième plus grande ville du Sud-Kivu), comprend le petit commerce de nourriture et de vêtements et le commerce à grande échelle de bière et de sucre. Des liens familiaux unissent les communautés frontalières et les activités sociales transfrontalières comme les matchs de football sont courants. Les étudiants sont un autre public qui traverse la frontière dans les deux sens. La plupart des gens franchissent généralement la frontière de façon légale, même si des abus envers des personnes vulnérables ont été signalés aux postes frontières. L'accès par les Congolais aux services situés de l'autre côté de la frontière, tels que les hôpitaux et universités, se fait souvent par l'intermédiaire de courtiers (appelés commissionnaires). Ces derniers devraient faire l'objet d'une attention particulière dans le cadre des activités de préparation à Ebola. Dans toutes les activités transfrontalières, il est important de veiller à ce que tous, y compris les femmes et les jeunes, soient traités avec respect. Le kirundi est la principale langue parlée au Burundi (98% de la population) et devrait être utilisée dans les activités de communication et le matériel de préparation à Ebola. At the border, Congolese who do not speak Kirundi may use Swahili.
- **Soins de santé transfrontaliers** : Les Congolais du Sud-Kivu considèrent souvent que le Burundi dispose de services de santé de meilleure qualité et il n'est pas rare de voir des patients congolais traverser la frontière pour se faire soigner. Le mouvement des patients atteints de paludisme peut être particulièrement problématique pour le suivi transfrontalier : un système de surveillance visant à distinguer entre le paludisme et les symptômes d'Ebola doit être mis en œuvre. Les agents de santé communautaires (*abaremeshakiyago*) restent de bons points d'entrée pour impliquer la population et, avec l'*Association des Tradipraticiens du Burundi* (ATRADIUBU), ils ont déjà été sensibilisés pour référer les patients qui présentent des symptômes d'Ebola. Cet engagement doit être poursuivi et les agents de santé communautaires et *tradipraticiens* (herboristes et guérisseurs traditionnels) doivent continuer à être soutenus pour référer les patients présentant les symptômes d'Ebola.

- **Églises transfrontalières** : La religion joue un rôle central dans la vie sociale au Burundi et les leaders religieux sont un canal de communication crucial qui a déjà servi pour relayer directement et efficacement les informations liées à Ebola. Les églises des Congolais *banyamulenge* (pentecôtistes et évangéliques) sont présentes des deux côtés de la frontière. De façon générale, les prêcheurs et « prophètes » d'inspiration chrétienne attirent un large public. Les disciples de Zebiya, une secte chrétienne, franchissaient régulièrement la frontière mais semblent actuellement être principalement basés au Burundi. Ils peuvent constituer un groupe difficile à engager en raison de certaines croyances fermement ancrées (comme l'idée que la maladie est la volonté de Dieu) et de leur passé d'affrontement avec les autorités des deux côtés de la frontière.
- **Pêcheurs** : Le système d'alerte contre Ebola mis en place à la frontière terrestre est important, mais des échanges ont également lieu sur le lac Tanganyika. Les pêcheurs suivent les populations de poissons dans les eaux territoriales de la RDC et du Burundi, et certains navires changent de pavillon selon les circonstances. Les communautés de pêcheurs burundais ont déjà été un peu impliquées dans les activités de préparation à Ebola par l'intermédiaire de la *Fédération des Pêcheurs et des Fournisseurs du Poisson au Burundi* (FPFPB) et de ses comités locaux (la FPFPB dit avoir 15 113 membres et responsables formés). Ils devraient être pleinement intégrés dans les activités de préparation et la sensibilisation à Ebola devrait être diffusée en cascade par l'entremise de la FPFPB.
- **Réfugiés et rapatriés** : En mai 2019, il y avait près de 347 100 réfugiés burundais dans la région des Grands Lacs, dont plus de 45 000 en RDC.<sup>2</sup> Il y avait également plus de 78 000 réfugiés congolais au Burundi.<sup>3</sup> Le mouvement des réfugiés est souvent plus fluide qu'il n'y paraît car certains d'entre eux visitent officieusement leur pays d'origine et reçoivent la visite d'amis et de parents restés au pays. Jusqu'à présent, le rapatriement volontaire des réfugiés burundais a été relativement limité mais les pressions exercées par les autorités burundaises, tanzaniennes, ougandaises et congolaises pourraient générer des mouvements massifs de retour au Burundi ou vers d'autres pays d'asile comme le Rwanda ou l'Ouganda.
- **Liberté d'information limitée** : La liberté de la presse est limitée au Burundi. De nombreux médias indépendants ont été fermés depuis le coup d'État manqué de 2015 et *Reporters Sans Frontières* a mis en lumière des violations systématiques des droits humains des journalistes. La plupart des stations de radio et de télévision toujours actives sont considérées comme la voix du parti au pouvoir. Utiliser les médias sociaux (WhatsApp, Twitter), les nouvelles plateformes de micro-blogging (par exemple *Yaga Burundi*) et les médias situés à l'étranger pourrait aider à atteindre la population plus urbaine et plus aisée mais ces canaux de communication ne toucheront probablement pas le gros de la population, et en particulier celle des zones rurales.
- **Perceptions d'Ebola** : La perception d'Ebola par la population burundaise est peu documentée. Il n'existe qu'une seule étude préliminaire. Des recherches de sciences sociales avec différents groupes d'intervenants fourniraient des données contextuelles importantes pour aider à cibler les activités de préparation et d'intervention.

---

## Contexte socio-économique et politique

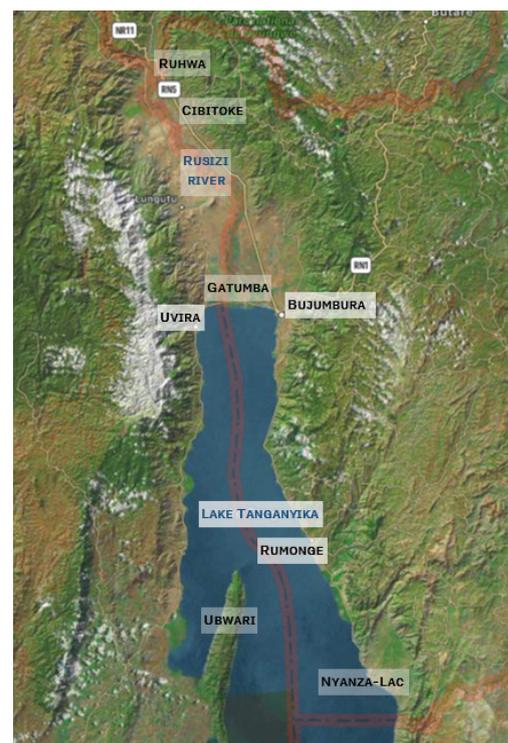
- **Une crise politique et économique** : Le Burundi est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il est classé 185/189 dans l'indice de développement humain (IDH) de 2018, derrière la RDC.<sup>4</sup> La crise politique de 2015, lorsque la candidature du président Nkurunziza pour un troisième mandat a été confrontée à l'insurrection d'une partie de la population contestant la légalité de cette candidature, continue de dominer le paysage politique et économique. Un récent rapport de l'*International Crisis Group* (ICG) notait que « pour la grande majorité de la population, tant à Bujumbura qu'ailleurs dans le pays, la vie quotidienne est une lutte permanente pour survivre »<sup>5</sup>. De nombreuses personnes opposées au régime ont fui le pays, tandis que celles qui sont restées ont été tuées, emprisonnées ou ont « choisi » de garder le silence. Le *Bertelsmann Stiftung's Transformation Index* de 2018 note que « la méfiance est la plus prononcée sur le plan politique, entre les individus fidèles au CNDD-FDDD (le parti au pouvoir) et le reste de la population, mais aussi entre différents partis de l'opposition. Une crainte très réaliste persiste que le parti au pouvoir et son aile jeunesse se soient infiltrés et contrôlent donc tous les niveaux de la société »<sup>6</sup>. La médiation de la crise burundaise par l'Union africaine et la Communauté de l'Afrique de l'Est a été largement inefficace jusqu'ici. En 2018, *Transparency International* a donné au Burundi le pire score qu'il ait jamais obtenu sur son indice de corruption alors que, dans un rapport précédent, *International Crisis Group* avait souligné que la corruption gangrenait les services sociaux.<sup>7,8</sup> Ces deux rapports ont été rejetés par le gouvernement.<sup>9</sup> Le Burundi entretient de bonnes relations avec la Tanzanie et la RDC mais les dirigeants du Burundi et du Rwanda ont échangé des menaces au cours des deux dernières années et les échanges entre les deux pays a été considérablement réduit. Le Burundi a accusé le Rwanda d'accueillir, d'armer et de former les rebelles burundais, tandis que le Rwanda a accusé le Burundi (et la RDC) de faire de même avec les rebelles rwandais (*interahamwe*).<sup>10</sup> Des rapports récents suggèrent que le Burundi et le Rwanda se livrent une guerre par procuration en RDC, via les différents groupes armés qu'ils soutiennent.<sup>11</sup> Les tensions politiques entre le Burundi et ses principaux bailleurs de fonds sont également évidentes, notamment avec la Belgique, l'ancien colonisateur, l'Allemagne (le colonisateur avant la Belgique), la France, l'Union européenne et les États-Unis. Tous ont adopté et renouvelé des sanctions à l'encontre d'un certain nombre de personnalités clés du régime et ont sévèrement réduit ou retiré leur aide au développement. Le fait que les principaux bailleurs de fonds internationaux aient suspendu leur soutien financier direct au gouvernement burundais a contribué à la crise de liquidité et, depuis 2015, le Burundi connaît une récession (le PIB croît à nouveau depuis 2017 mais il reste inférieur à la croissance démographique). Les ressources dont dispose le gouvernement se sont considérablement taries au cours des dernières années, ce qui pourrait expliquer les multiples taxes et frais (formelles et informelles) nouvellement imposées à la population. Dans ce contexte de diminution des ressources de l'aide au développement, la rivalité interministérielle au sujet des financements s'est amplifiée. Ces éléments peuvent avoir une incidence sur l'allocation de ressources aux activités de préparation et d'intervention Ebola. Les partenaires d'intervention, y compris au sein du groupe de travail sur Ebola, doivent bien comprendre ce contexte (et voir qui, au niveau gouvernemental, a le pouvoir d'influencer et de prendre les décisions).
- **Structure administrative et structure du parti** : Le pays est organisé en 18 provinces, chacune subdivisée en trois à 11 communes. Les provinces de Cibitoke, Bubanza et Bujumbura sont directement voisines de la RDC, tandis que les provinces de Rumonge et Makamba et la municipalité de Bujumbura font face à la RDC située sur la rive opposée du lac Tanganyika. Au niveau local, les communes sont divisées en zones et *collines* (*collines*), puis en *sous-collines*, ou *quartiers* dans les villes. Les *collines* élisent directement leurs chefs, et les *chefs de collines* (*chefs de collines*) sont une force politique locale importante. Ils

commandent généralement le respect et l'autorité et convoquent des réunions communautaires. La plupart des fonctionnaires, des gouverneurs de province aux administrateurs de communes en passant par les *chefs de colline*, appartiennent au parti au pouvoir ou à un parti qui lui est lié.<sup>12</sup> Les *Imbonerakure*, qui sont fréquemment accusés d'avoir de violations des droits de l'homme, contribuent à réprimer la dissidence et leur présence est, note le Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations Unies (HCDH), « ressentie dans tous les aspects de la vie quotidienne ».<sup>13,14</sup> Ils sont souvent armés et travaillent parfois avec la police.<sup>15</sup> Une série de mesures récentes ont renforcé la surveillance étatique et mesures de sécurité. Depuis 2016, par exemple, le ministère de l'Intérieur et les autorités administratives locales exigent que chaque ménage consigne le nom des visiteurs résidant dans son ménage dans un registre (cahier de ménage).<sup>16</sup> Cette mesure semble être principalement mise en œuvre à Bujumbura. La population est également soumise à un large éventail de contributions financières obligatoires et semi-obligatoires aux institutions du parti et de l'État (par exemple pour les prochaines élections).

- **Droits de l'homme** : Le Burundi s'est retiré de la Cour Pénale Internationale (CPI) en 2018 et les organisations internationales de défense des droits humains continuent de dénoncer les violations flagrantes commises par le régime.<sup>17,18</sup> Suite à trois résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant la situation intérieure au Burundi et à de nouvelles accusations de violations des droits humains, le gouvernement du Burundi a fermé le Bureau du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme dans le pays le 5 mars 2019.<sup>19</sup> Une série d'ONG locales des droits de l'homme (Ligue Iteka, APRODH, ACAT) avaient déjà été fermées. Le gouvernement a récemment exigé des ONG internationales qu'elles divulguent l'origine ethnique des membres de leur personnel et qu'elles laissent au gouvernement la surveillance de leurs finances et de leurs comptes bancaires. Ces événements ont conduit un certain nombre d'ONG qui ont refusé d'obtempérer (comme Handicap International) à quitter le pays.<sup>20</sup>
- **Liberté de la presse et de l'information** : La plupart des médias indépendants du Burundi ont été décimés lors de la tentative de coup d'État de 2015 ou ont été fermés peu après, et un certain nombre de médias étrangers tels que *Voice of America* et la BBC ont été temporairement ou définitivement interdits dans le pays.<sup>21</sup> Selon *Reporters Sans Frontières*, le pays n'a « aucune liberté de la presse ».<sup>22</sup> Dans les villes et à Bujumbura, l'information indépendante, et la désinformation, circule via les médias sociaux, en particulier sur Twitter et WhatsApp.<sup>23</sup> Pourtant, la pénétration d'Internet reste limitée. Fin 2017, la couverture Internet était estimée à 5,5%, très loin du taux de pénétration de 52,1% du Rwanda voisin.<sup>24</sup> Les médias d'État, la *Radio-Télévision Nationale du Burundi* (RTNB) et les radios privées (principalement pro-régime ou orientée musique, religion ou sport) restent les médias dominants en milieu rural.<sup>25</sup> Les activités de préparation à Ebola doivent se poursuivre avec les médias étatiques et les médias indépendants restants tels que la radio *Isanganiro* et le journal *Iwacu*, mais aussi avec les médias sociaux et les nouvelles initiatives, telles que les plateformes de microblogging *Yaga Burundi*, développées par les jeunes pour discuter des problèmes de société tout en évitant les sujets politiques.<sup>26</sup>
- **Les élections de 2020** : Des élections nationales et locales sont prévues pour 2020. En 2018, un référendum a validé un amendement à la Constitution qui permet au Président Pierre Nkurunziza, chef de l'État burundais depuis 2005, de se représenter et de rester au pouvoir, du moins en théorie, jusqu'en 2034. La date exacte de la tenue des élections et les personnes et partis qui y participeront restent incertaines, mais les tensions entre le parti au pouvoir et la coalition d'opposition *Amizero y'Abarundi* (CNL) (« coalition de l'espoir pour les Burundais », CNL) sont déjà fortes. L'année 2020 pourrait voir une escalade des tensions qui pourraient compliquer les activités de prévention d'Ebola (si elles se poursuivent). L'environnement préélectoral actuel amplifie les soupçons existants et les activités de sensibilisation à Ebola (porte-à-porte et rassemblements de foule) se font déjà avec la présence de responsables gouvernementaux. Le risque que, comme lors des élections de décembre 2018 en RDC, Ebola devienne un sujet politisé, associé avec l'une ou l'autre des parties de la crise politique, est grand.

## Passages transfrontaliers, commerce et groupes armés

- **Zones frontalières** : Le Burundi partage une frontière de 236 km avec la RDC.<sup>27</sup> Elle comprend plusieurs obstacles naturels dont le fleuve Rusizi qui, plus au nord, marque aussi la frontière entre la RDC et le Rwanda, et sépare le Burundi et la RDC sur 40 km jusqu'au lieu-dit de Gasho. La rivière n'a que 40 m de largeur à son point le plus étroit, mais coule rapidement avec de forts courants. Là, le fleuve entre en territoire burundais avant de se jeter dans le lac Tanganyika 10 km plus loin. Les plages de la ville frontalière de Gatumba restent une excursion de week-end relativement populaire pour les habitants (les plus riches) de Bujumbura. Au sud de Gatumba, le lac Tanganyika sépare le Burundi et la RDC. Bien qu'il ne mesure que 40 m de large à son point le plus étroit, le courant rapide de la Rusizi empêche tout passage naturel à sec. La plus grande partie de la plaine de la Rusizi est située du côté congolais du fleuve, avec des collines escarpées qui s'élèvent au-dessus de la plaine (elles débutent à partir d'environ 12 km du fleuve). La partie la plus étroite de la plaine est située du côté burundais de la rivière, où se trouve le parc national de la forêt de Rukoko (59 km<sup>2</sup>) juste au nord de Gatumba, et la ville de Cibitoke plus au nord. Bujumbura, capitale économique du Burundi, est située à 15 km de la frontière nationale et à 26 km (20 km en bateau) d'Uvira, la deuxième ville du Sud-Kivu.
- **Points de passage de Rusizi** : Le principal point de passage entre le Burundi et la RDC est le poste frontière de Gatumba-Kavimvira sur la route reliant Bujumbura et Uvira (RN4 au Burundi). La route entre la frontière et Bujumbura a été rénovée en 2017 et un nouveau pont a été ouvert en 2018.<sup>28</sup> Gatumba attire presque le double du trafic combiné de tous les autres points d'entrée depuis la RDC.<sup>29</sup> Huit autres points d'entrée terrestres dans les provinces rurales de Bujumbura, Bubanza et Cibitoke font également l'objet d'un contrôle rapporté « moins formel ». Le deuxième point de passage le plus important entre les deux pays est le poste frontière unique Burundi-Rwanda de Ruhwa. Il se situe à



Carte 1 – La frontière RDC-Burundi (Google Earth)

1 km du point des trois frontières (RDC, Rwanda et Burundi), et à 80 km de Bujumbura par la RN5. Cette route a été rénovée en 2012-2013, ce qui a conduit au développement de nouveaux services pour les voyageurs (comme des bureaux de change à Gasenyi). Depuis la frontière rwandaise, le trajet jusqu'à Bukavu ne dure qu'une heure en voiture. Par comparaison, le voyage à travers les escarpements entre Kamaniola, la ville congolaise du nord de la plaine de Rusizi, et Bukavu prend régulièrement plus de trois heures sur une route mal entretenue et dangereuse. L'insécurité dans la plaine de la Rusizi (voir ci-dessous) a conduit la plupart des voyageurs en provenance du Burundi, et beaucoup venant d'Uvira, à passer par les postes frontières burundais et rwandais pour atteindre Bukavu, bien que cette situation puisse changer en raison des nouvelles tensions entre le Rwanda et le Burundi. Il s'agit de la ligne empruntée par les quatre principales compagnies de minibus (*La Colombe, Okapi-Ei Shadai, Ngomo et Mapasa*) qui relie quotidiennement Uvira/Bujumbura et Bukavu, avec des services fonctionnant entre 6h et 16h. Pour les ressortissants burundais et congolais, le seul document nécessaire pour franchir la frontière est un laissez-passer ou passeport officiel, ou le plus souvent un laissez-passer délivré par la Communauté Économique des Pays de la région des Grands Lacs, la CEPGL. Le coût demeure un obstacle à l'acquisition de ces documents (un passeport coûte le même prix que le salaire mensuel d'un enseignant) et le passage par des points de passage informels reste une pratique courante (voir ci-dessous).<sup>30</sup> Les habitants des communes frontalières peuvent franchir la frontière avec leur carte d'identité nationale, pour un séjour d'une durée maximale de 15 jours (après avoir reçu un jeton au poste frontière).

- **Points de passage informels de Rusizi** : En décembre 2015, un rapport d'*Action Against on Armed Violence* a dénombré 60 points de passage non officiels du côté congolais de la frontière et 38 du côté burundais, la plupart sur la Rusizi.<sup>31</sup> Le nombre réel de points de passage informels est probablement beaucoup plus élevé. La traversée de la Rusizi reste périlleuse et continue à faire des victimes.<sup>32</sup> La communauté locale et les contrebandiers traversent régulièrement la rivière, à la nage en s'aidant d'un bidon vide comme bouée ou bien en utilisant des petites barges de fortune et des bateaux en bois. Le passage informel de la frontière n'est pas toujours lié à la contrebande, il est parfois simplement une solution pratique quand les points de passage officiels sont loin.<sup>33</sup>
- **Points de passage du Tanganyika** : Le lac Tanganyika a une largeur moyenne de 50 km mais cette distance se réduit à environ 20 km autour de la péninsule d'Ubwari, presque en face de la ville burundaise de Rumonge. Le transport sur le lac est difficile. Un récent rapport de la Banque mondiale soulignait qu'il n'y a « *pas de cartes de navigation à jour, pas d'aides à la navigation ou de feux d'accostage fonctionnels, pas de services de recherche et de sauvetage, des informations limitées sur les conditions météorologiques actuelles et prévues, et pas de navires modernes et efficaces* ». <sup>34</sup> Les deux ports d'entrée officiels au Burundi sont Bujumbura et Rumonge (cette dernière étant une plage de manutention avec une zone de réception douanière fermée). Ils sont utilisés pour le fret, en combinaison avec une forte activité de pêche à Rumonge. Il n'y a pas de compagnie de ferry officielle, mais des cargos transportent des passagers et des bateaux à moteur en bois transportant jusqu'à 45 personnes assurent des liaisons quotidiennes entre les deux pays. Le principal port de la RDC en face du Burundi est Kalundu, situé à 4,5 km au sud d'Uvira et presque en face de Bujumbura. Il dispose d'un quai de 156 mètres de long. Une telle infrastructure ne se retrouve pas, du côté congolais du lac, avant Kalemie, près de 300 km plus au sud. Le bateau à moteur (MV) Liemba est le principal et le seul ferry de grande taille sur le lac. Il fonctionne normalement entre la Tanzanie et la Zambie mais il a également été utilisé par le HCR pour évacuer les réfugiés burundais vers la Tanzanie en 2015.<sup>35</sup>
- **Points de passage informels du Tanganyika** : Tous les villages de pêcheurs sur le lac (les plus grands sont Nyanza-Lac et Kabonga) constituent des points d'entrée potentiels au Burundi. Des personnes sans autorisation de voyage traversent fréquemment le lac du Burundi vers les villages de Dine, Mizimu, et Mukindu sur la péninsule d'Ubwari. La navigation dépend principalement des connaissances locales et tend à se faire de jour, bien que les pêcheurs sortent tous les soirs (si le temps le permet) et décident parfois d'accoster sur la rive opposée. Il n'y a pas de système de communication efficace entre le lac et le rivage et, comme la Banque Mondiale l'a noté dans son rapport, il n'y a pas « *d'avertissements météorologiques généraux, de tempêtes ou autres avertissements de navigation donnés aux navires partant d'un port du lac* ». <sup>36</sup>
- **Commerce transfrontalier officiel** : Il existe des liens commerciaux forts entre le Burundi et la RDC. Dans les régions frontalières, qui comprennent Bujumbura et Uvira, les Burundais traversent généralement la frontière à Gatumba pour acheter des pommes de terre, du maïs, du taro et des tissus. De petits commerçants congolais, principalement des femmes, traversent la frontière pour vendre des pagnes congolais ainsi que des chaussures et des vêtements d'occasion sur les principaux marchés de Bujumbura.<sup>37</sup> Le marché principal est *Bujumbura City Market*, mieux connu sous le nom de « chez Siyoni », mais il existe aussi des marchés importants à Kamenge et Buyenzi dans la banlieue nord de Bujumbura (deux quartiers populaires qui attirent un grand nombre de voyageurs de la RDC et qui devraient être au centre des efforts de prévention Ebola) ainsi qu'à Buganda (Cibitoke). Des commerçants congolais viennent au Burundi pour acheter des fruits et légumes. Parmi les autres marchandises échangées figurent l'eau minérale en bouteille, le sucre, les caprins et la bière, en particulier les marques Primus et Amstel de la brasserie Brarudi, qui appartient à Heineken. La bière est commercialisée semi-formellement à Vugizo et à d'autres petits points de passage le long de la plaine. Toutes ces marchandises sont aussi achetées en plus grande quantité par les grossistes qui les revendent sur les marchés d'Uvira et de Bukavu. Aux postes-frontières, des passeurs qui entretiennent des relations personnelles avec les gardes-frontières font souvent office d'agents de transport pour les petits négociants. Ce mode de transport semble persister malgré la rationalisation de la bureaucratie frontalière au cours des dernières années. Les passeurs sont également connus pour informer les autorités, harceler les commerçants et même, dans certains cas, leur voler leurs biens.<sup>38</sup>
- **Commerce transfrontalier informel** : Il est communément admis qu'une grande partie du commerce transfrontalier n'est toujours pas comptabilisée par l'Office Burundais des Recettes (OBR).<sup>39</sup> La plus grande partie du commerce informel se fait au niveau de la Rusizi car la logistique y est plus facile que sur le lac. Parfois, le niveau du fleuve baisse soudainement en raison des activités de la centrale hydraulique situé en amont, à la frontière entre le Rwanda et la RDC, ce qui offre d'énormes possibilités de contrebande.<sup>40</sup> La bière, l'alcool et le déodorant sont couramment introduits en contrebande, mais aussi de vieilles pièces burundaises (utilisées pour fabriquer des bijoux) et des fils électriques volés sur le réseau national burundais (la Regideso). L'une des entreprises les plus lucratives est la contrebande de pagne car les importations sont normalement lourdement taxées (le Burundi essaie de protéger sa propre industrie, Afritextile). Les pénuries périodiques de carburant au Burundi conduisent à son entrée en contrebande dans des taxis avec des réservoirs agrandis et, moins fréquemment, des camions citernes. L'effondrement du franc burundais (BIF) par rapport au dollar et l'écart croissant entre le taux de change officiel et le taux du marché noir USD-BIF (environ 30% au moment de la rédaction de la présente note) ont fait de la contrebande de biens importés à

l'étranger, tels que les produits chimiques et les engrais, un commerce très lucratif. La marge bénéficiaire pour des produits comme les bouteilles de bière Amstel serait également supérieure à 100 %. Cette contrebande prend différentes formes. Certains contrebandiers traversent la rivière à la nage la nuit tandis que d'autres utilisent un réseau composé de policiers, de militaires, de miliciens (les *imbonerakure*, qui travaillent dans le cadre des comités mixtes de sécurité) et même d'éleveurs locaux bien informés. Cela se fait parfois à la vue de tous, auquel cas les contrebandiers peuvent faire contrôler leur température au poste frontière. Les bovins et leurs éleveurs continuent de traverser la frontière entre le Burundi et la RDC malgré une interdiction récente pour des raisons sanitaires. Kaburantwa est un point de transit connu pour ce trafic, et des acteurs clés ont été arrêtés et relâchés plusieurs fois au cours des derniers mois.

- **Trafic de minéraux, de drogues et d'armes** : Le Burundi est une route bien connue pour la contrebande d'or en dehors de la RDC. Selon les rapports des Nations Unies en 2011 et 2016, le Burundi exporte plus d'or que sa production, et des mouvements similaires de minéraux tels que le coltan, le diamant, le minerai d'étain ou la cassitérite (dont la production au Burundi s'est soudainement décuplée entre 2008 et 2009) ont été signalés.<sup>41,42</sup> Les analystes ont suggéré que plus la valeur est élevée, plus il est probable qu'un matériau (par exemple or, diamants, matériaux de terres rares) sera transporté à travers le lac, le compromis étant entre les niveaux de surveillance (plus bas sur le lac) et la logistique (plus facile via la frontière terrestre). Il a également été signalé que l'aéroport de Bujumbura et les camps de réfugiés sont utilisés par des passeurs. Le Burundi n'est qu'une des étapes des réseaux mondiaux actifs dans le pillage de l'Est de la RDC. Au fil des ans, le Burundi est également devenu une plaque tournante du trafic international de drogues. Le cannabis est introduit clandestinement au Burundi à partir de la RDC, la plus grande partie étant exportée vers ou via la Tanzanie. De nouveaux itinéraires de cocaïne et d'héroïne reliant l'Afrique à l'Europe passent par le Burundi, et pas plus tard que le 29 mars 2019, un trafiquant brésilien de drogue a été arrêté à Bujumbura.<sup>43,44</sup> Le Burundi est également un centre du trafic d'armes dans la région.
- **Violence et groupes armés** : La partie du Sud-Kivu qui borde le Burundi est probablement la plus violente et la plus instable de cette province. C'est un défi pour la surveillance efficace des frontières et pour les interventions de santé publique. Ces dernières années, la région a connu d'importantes flambées de violence communautaire, notamment des affrontements entre les groupes ethniques Bafuliuro et Barundi dans la plaine de Rusizi et d'autres conflits entre les groupes ethniques Banyamulenge et Bembe autour d'Uvira et dans les hauts plateaux.<sup>45</sup> La population de la plaine de la Rusizi, des deux côtés du fleuve, est souvent armée.<sup>46</sup> De nombreux groupes armés congolais et burundais opèrent également dans la région.<sup>47</sup> Du côté burundais, les *Imbonerakure* sont, de facto, une milice armée dans de nombreuses parties du Burundi. Les rebelles burundais, qui sont basés au Sud-Kivu et s'aventurent parfois dans la forêt de Rukoko au Burundi, comprennent les *Forces nationales de libération* (FNL) dirigées par Aloys Nzabampema (avec une petite faction sous Isidore Nibizi), les *RED-Tabara* (*Résistance pour un État de Droit au Burundi*) et les *Forces Populaires du Burundi* (FPB, anciennes *Forces Républicaines du Burundi*). Des attaques ont été signalées à la frontière burundaise, la plus sanglante étant l'attaque non revendiquée de mai 2018 contre le village de Ruhagarika qui a fait au moins 24 morts dans la population.<sup>48</sup> Il est difficile d'estimer la taille des forces rebelles burundaises. Les *RED-Tabara* ont lancé des offensives à la fin de 2018 mais semblent avoir été affaiblis par les contre-attaques de l'armée burundaise, soutenue par les forces congolaises Mai-Mai et les *Imbonerakure*. L'armée régulière et les rebelles se sont chacun alliés avec de petits rebelles groupes congolais et ce n'était pas la première fois que l'armée burundaise traversait la frontière. L'armée congolaise a également été impliquée dans des opérations contre les rebelles burundais (FOREBU et FNL) et a indiqué qu'elle avait tué 34 rebelles le 14 avril 2019.<sup>49</sup> Les rebelles burundais sont connus pour soutenir activement certains groupes armés congolais, tout en combattant d'autres, et font régulièrement des raids dans les villages des territoires d'Uvira et de Fizi (en particulier les hauts plateaux de Minembwe, Bjiombo et Bijabo). Les affrontements forcent parfois des communautés à entrer au Burundi. En janvier 2018, par exemple, les affrontements entre l'armée congolaise et les Mai-Mai Yakutumba à Yungu et Kikonde ont conduit des civils à traverser le lac et à chercher refuge au Burundi (à Rumonge et Kabonga). Il a été signalé que des miliciens présumés faisaient partie de ceux qui ont traversé la frontière, mais qu'ils ont ensuite été remis aux autorités congolaises par les services de renseignement burundais.<sup>50</sup> Certains groupes armés, dont les Mai-Mai Yakutumba, sont également présents sur le lac et subsistent du racket et de la piraterie.<sup>51</sup> Des allégations, qui n'ont pas été vérifiées et ont été démenties par le gouvernement burundais, suggèrent que les forces *Interahamwe* (rebelles rwandais, probablement la branche du *Conseil National pour le Renouveau et la Démocratie*) auraient traversé la frontière au début de 2019 et seraient actuellement basées dans la forêt de Mabayi au Burundi, travaillant conjointement avec les *Imbonerakure* pour sécuriser la frontière Burundi-Rwanda.

## Réfugiés

- **Réfugiés congolais au Burundi** : Le HCR a indiqué qu'au 31 mai 2019, 78 425 Congolais étaient enregistrés comme réfugiés au Burundi, dont un peu moins de la moitié se trouvaient dans les camps de Bwagiriza, Kavumu, Musasa, Kinama et Nyankanda.<sup>52,53</sup> Bien que de nombreux réfugiés soient présents au Burundi depuis longtemps, et sont d'ailleurs souvent passés par plusieurs camps (Kinama a été créé en 2002, Musasa en 2007), près de 8 000 nouveaux réfugiés congolais sont entrés au Burundi depuis juillet 2018, fuyant les combats entre les rebelles Mai-Mai Yakutumba et l'armée régulière, les Forces Armées de RDC (FARDC).<sup>54</sup> Le principal point d'entrée des réfugiés congolais est le lac Tanganyika : un centre de transit pour réfugiés se trouve au port de Rumonge. Un centre de transit moins fréquenté est situé à Cishemeye dans la province de Cibitoke, où des tentatives d'infiltration par des rebelles congolais ont été signalées.<sup>55</sup>
- **Réfugiés burundais en RDC** : Plus de 350 000 personnes ont fui le Burundi depuis 2015. Sur les 347 110 réfugiés burundais identifiés par le HCR fin juin 2019, 45 099 se trouvent en RDC, principalement dans le camp surpeuplé de Lusenda (sud d'Uvira), ainsi que dans les centres de transit de Sange et Kavimivira (dans la plaine de la Rusizi) et Mongemonge (en bordure du lac).<sup>56</sup> Certains réfugiés se sont installés dans la localité de Mulongwe, plus au sud, et au moment de la rédaction du présent rapport, d'autres étaient en cours de réinstallation dans cette localité par le HCR.<sup>57</sup> Les réfugiés reçoivent souvent des visiteurs burundais et il a été rapporté que les camps sont potentiellement infiltrés à la fois par les rebelles burundais et par l'armée et les services de renseignement.<sup>58,59</sup> Certains réfugiés burundais, mais pas tous, ont déjà connu de multiples vagues de déplacements forcés (1972, 1993), des retours au Burundi et une réintégration souvent ratée avec des difficultés d'accès à la terre, aux moyens de subsistance et aux services sociaux.<sup>60</sup> Une préoccupation dominante en termes de mobilité est le déplacement massif ou le rapatriement forcé des réfugiés burundais. La Tanzanie, la RDC et plus récemment l'Ouganda font tous pression pour un retour

des réfugiés au Burundi.<sup>61</sup> Cette tension n'est pas nouvelle, mais le retour volontaire au Burundi a été marginal jusqu'à présent. Le retour est facilité par le HCR, qui utilise principalement des camions en provenance de Tanzanie qui traversent le poste frontière de Mabamba-Gisuru.<sup>62</sup> Fin mai 2019, l'OIM et la Croix-Rouge burundaise avaient signalé la présence de 115 708 personnes déplacées à l'intérieur du Burundi, dont la majorité l'était en raison de catastrophes naturelles, notamment la sécheresse.<sup>63</sup> Sur le total des personnes déplacées, 51% se trouvent dans des provinces voisines de la RDC, vivant avec des parents ou dans des logements privés.

## Liens ethniques, culturels et socio-économiques transfrontaliers

- **Groupes ethniques et langues** : Il y a trois groupes principaux au Burundi : les Hutus majoritaires, les Tutsis et les Twa. Ils ont une culture, une langue et des pratiques religieuses identiques mais l'appartenance "ethnique" (perçue ou revendiquée) reste une ligne de fracture majeure dans la société burundaise.<sup>64</sup> Le kirundi, qui est très proche du kinyarwanda, la langue nationale du Rwanda, est la langue maternelle de 98% de la population du Burundi et l'UNESCO a estimé le taux d'alphabétisation des adultes à 62% (2014). C'est la langue qui devrait être utilisée pour la communication sur Ebola. Le swahili est la lingua franca au Sud-Kivu et sur les rives du lac Tanganyika en RDC, mais il n'est d'habitude pas bien compris au Burundi, à l'exception des musulmans, des commerçants et des personnes vivant dans certaines parties de Bujumbura (Buyenzi et Bwiza), sur la rive burundaise du lac Tanganyika et dans la plaine Rusizi. En RDC, l'ethnie *Barundi*<sup>65</sup> de la plaine de Rusizi parle le Kirundi,<sup>66</sup> et les *Banyamulenge*, résidant principalement sur les Hauts Plateaux d'Uvira, parlent une langue mutuellement intelligible avec le Kirundi.<sup>67</sup> Le français est la langue administrative au Burundi et en RDC, bien qu'il soit plus répandu en RDC qu'au Burundi, où il n'est parlé que par 12% de la population (les plus instruits).<sup>68</sup>
- **Religion et groupes religieux** : La religion joue un rôle important dans la vie sociale et publique. La majorité de la population est catholique et le reste protestant (anglican, baptiste, évangélique et pentecôtiste).<sup>69</sup> De nombreuses églises, y compris les très populaires « églises du réveil », ont été établies des deux côtés de la frontière. Les *Banyamulenge* congolais, en particulier, ont établi des églises dans les communautés congolaises de Bujumbura, Musinga, Ngozi et Ruyigi, et font régulièrement le voyage entre leur pays et la RDC. Le Président du Burundi est un chrétien « né à nouveau » (*born again Christian*) qui fait fréquemment référence à sa foi. La Première Dame est pasteur d'une église évangélique, l'*Église du Rocher*. Un autre groupe religieux notable sont les disciples de la prophétesse chrétienne Zebiya. Après des affrontements meurtriers avec la police en 2013, nombre d'entre eux se sont enfuis à Kamanyola en RDC et puis au Rwanda après des affrontements avec la police congolaise. Bien que certains disciples du Zebiya soient rentrés au Burundi, d'autres voyagent encore à travers la région pour gagner de l'argent, échanger des biens et prêcher.<sup>70</sup> Une petite minorité musulmane (estimée à 1% de la population) joue un rôle commercial important au Burundi. Elle est principalement basée le long des rives du lac Tanganyika et à Bujumbura (Bwiza et Buyenzi) ainsi que dans des villes telles que Rumonge, Gitega et Ngozi. Localement, un musulman est souvent appelé « swahili » ou « arabe » (*mwarabu*).
- **La vie sociale dans les régions frontalières** : Une rapide recherche de terrain dans la province de Cibitoke a mis en évidence de denses relations sociales et réseaux liant les communautés vivant des côtés burundais et congolais du fleuve Rusizi. Les week-ends sont marqués par de nombreuses activités transfrontalières, y compris des mariages et activités sportives. Les équipes de jeunes des provinces de Cibitoke et de Bubanza traversent légalement la frontière pour affronter les équipes locales congolaises (et vice versa). Gasenyi et Rugombo sont les principaux postes frontières situés à proximité des terrains de football. Bujumbura, avec ses plages, ses restaurants, et ses boîtes nuit, est depuis longtemps une destination populaire pour les citadins les plus riches de la région et les Congolais d'Uvira et de Bukavu sont la principale clientèle des hôtels de moyenne catégorie à Bujumbura pendant les week-ends.
- **L'éducation** : Après l'Afrique du Sud, le Burundi est la deuxième destination la plus populaire pour les étudiants congolais (1 529 étudiants en 2015).<sup>71</sup> Les frais de scolarité seraient quatre fois moins élevés qu'en RDC (typiquement 100-500 USD par an, contre 400-2000 USD en RDC) et l'effondrement du franc burundais par rapport au dollar (largement utilisé en RDC) a fait du Burundi une option encore plus intéressante. Les universités privées ont la réputation d'avoir des programmes dispensés « dans les temps », avec des diplômes de premier cycle d'une durée de trois ans, contre cinq ans dans certaines institutions de la RDC qui n'ont pas encore pleinement adopté le programme de bachelier-master-doctorat. *Hope Africa University*, *Equateur University* et l'*Université Lumière de Bujumbura* seraient les plus populaires parmi les étudiants congolais. Les étudiants rentrent généralement chez eux au Sud-Kivu pendant les vacances universitaires et reçoivent parfois la visite de leur famille pendant le trimestre.
- **Travail migratoire** : Les Congolais sont les étrangers les plus nombreux au Burundi. Ce sont pour la plupart des citadins et beaucoup d'entre eux sont des mécaniciens et des commerçants. Les quartiers de Buyenzi et de Bwiza à Bujumbura et la ville de Rumonge sont connus pour avoir de grandes populations congolaises établies depuis plusieurs générations. Ces résidents entretiennent des liens et rendent visite à des parents de l'autre côté de la frontière au Sud-Kivu. Pendant la saison culturelle (octobre-juin), un grand nombre de Burundais des provinces de Cibitoke et de Bubanza travaillent comme saisonniers en RDC, notamment dans la plaine de la Rusizi.
- **Pêche** : La pêche est une activité économique clé sur les deux rives du lac Tanganyika. Les principales plages de pêche du Burundi se trouvent dans les provinces rurales de Bujumbura (Kajaga, Kanyosha, Nyamugari, Kabezi, Gitaza, et Magara), Rumonge (Kabonga, Busambi, Rumonge, Kizuka, Kagongo, Minago, Rutumo, Magara, Gitaza) et dans la commune de Nyanza-Lac dans la province de Makamba (Mvugo, Muguruka, Nyagatanga, Nyanza-Lac). Afin de protéger les stocks halieutiques, les pêcheurs burundais sont tenus par la loi d'alterner deux semaines de pêche avec deux semaines de repos. Dans la pratique, ils continuent souvent à pêcher mais le font en RDC où la pêche est continue, soudoyant les dirigeants des pêcheurs congolais (le prix serait équivalent à 5-10 litres de carburant) et résidant dans les communautés congolaises à Dine, Mizimu et Mukindu pendant ces semaines. Les pêcheurs congolais s'aventurent également en territoire burundais. De petits villages improvisés et illégaux apparaissent et disparaissent de façon saisonnière dans des zones marécageuses isolées. En pratique, l'industrie n'est que peu réglementée: les lois sur la pêche des alevins dans les zones marécageuses (écloseries) avec des filets fins ne sont pas respectées et les lois visant à prévenir la surpêche dans le lac ne sont que partiellement respectées (et leur mise en application correspond plus souvent à une volonté d'extorquer des paiements). La marine burundaise dispose d'une petite flottille de

nouveaux bateaux à moteur zodiac (cinq à Bujumbura et cinq à Rumonge) qui intercepte les bateaux sur le lac. Les pêcheurs burundais sont organisés en comités affiliés au syndicat national de la pêche, le FPFPB. Il rencontre régulièrement les syndicats de pêche de Dine, Mizimu et Mukindu en RDC, mais des conflits (parfois mortels) peuvent survenir entre les communautés de pêcheurs.<sup>72</sup> Des épidémies de choléra éclatent presque chaque année dans les communautés de pêcheur (ou à proximité) et il est soupçonné qu'elles trouvent leur origine au Sud-Kivu, une région très affectée par le choléra. Les communautés de pêcheurs ont déjà été ciblées par la prévention Ebola mais il est nécessaire de poursuivre le travail au sein de ces communautés.

- **Pratiques funéraires** : La plupart des Burundais s'identifient comme chrétiens et observent les rites funéraires chrétiens. La participation aux funérailles est une obligation morale quand le défunt fait partie de la famille (même élargie), des amis, des voisins, ou simplement de la communauté locale. Des membres de la famille se déplacent d'un bout à l'autre du pays pour assister à des funérailles. En préparation de l'inhumation, le corps est habituellement lavé et habillé et, pendant les funérailles, les participants catholiques tracent parfois le signe de la croix sur le front du défunt (une pratique qui a largement remplacé l'onction traditionnelle).<sup>73</sup> Les proches parents embrassent parfois le défunt ou posent les mains sur lui. Au cours de la première semaine suivant un décès et après la *gutanga amasuka* (littéralement « donner la houe »), une première cérémonie avec des proches parents, la famille reçoit plusieurs visites de la communauté. La période de deuil intense dure habituellement de deux à trois semaines jusqu'à une cérémonie appelée *gucakumazi* (levée de deuil partielle). Si le défunt est un adulte avec une famille, le deuil se termine un an après l'inhumation par une cérémonie appelée *kuganduka* (levée de deuil définitive). Les communautés Twa vivant dans les zones frontalières avec la RDC sont susceptibles d'avoir des pratiques d'inhumation différentes et des détails plus précis sur les pratiques d'autres groupes de population, y compris les réfugiés et les migrants, seraient utiles pour adapter les protocoles d'inhumation afin qu'ils soient dignes et culturellement appropriés dans le contexte d'Ebola.

---

## Système de santé

- **État de santé et soins de santé** : La plupart des indicateurs de santé se sont améliorés entre la fin de la guerre civile et 2015 mais, depuis lors, les choses semblent stagner, voire se détériorer. Malgré quelques progrès vers une couverture sanitaire universelle, le système de santé burundais subit de fortes pressions. Il y a eu deux grandes épidémies de paludisme en 2017 et 2018 (affectant 8 millions et 6 millions de personnes sur une population totale de 11 millions), et en juillet 2019, 4,1 millions de cas avaient été signalés cette année. Des flambées fréquentes de choléra et la crise de malnutrition ne s'arrêtent pas. Le Burundi enregistre les pires taux de malnutrition chronique aiguë dans le monde, avec 56% des enfants de moins de cinq ans touchés en 2016-2017.<sup>74</sup> En général, cependant, l'infrastructure sanitaire burundaise est perçue comme étant de meilleure qualité et plus abordable que celle de la RDC, ce qui conduit de nombreux Congolais à passer au Burundi pour utiliser des hôpitaux privés, comme l'hôpital de Kira et la polyclinique centrale de Bujumbura, ou les hôpitaux publics de Cibitoke et Kaburantwa (qui ont été récemment rénovés et équipés par la coopération italienne), et de Mpanda dans la province de Bubanza. Les commissionnaires sont utilisés pour faciliter les transferts transfrontaliers et les visites aux services de santé.
- **La santé publique** : Le système de santé publique est divisé en provinces et districts sanitaires correspondant aux provinces administratives. Il y a un total de 93 hôpitaux à travers le pays : 44 publics, 31 privés, 17 confessionnels et 1 indépendant. Les cliniques confessionnelles et indépendantes ont une gestion autonome mais sont pleinement intégrées dans le système de santé, contrairement aux pratiques privées (voir ci-dessous). Il existe également 1 080 centres de soins de santé primaires (587 publics, 330 privés, 137 confessionnels et 26 indépendants) et 80 % des ménages sont situés dans un rayon de 5 km autour d'un d'une formation sanitaire. Il est à noter que trois des districts classés de niveau 1 prioritaire en termes de préparation à Ebola (voir ci-dessous), n'ont pas d'hôpital de référence ou de district (Bugarama, Bujumbura Nord et Bujumbura Sud).<sup>75,76</sup> L'accès aux soins a été facilité par l'introduction de la gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans en 2006, ainsi que par une série de régimes d'assurance, dont la *Carte d'Assurance Maladie 2013 (Carte d'assurance maladie, CAM)*. Il reste toutefois des défis majeurs à relever, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en médicaments essentiels et les ressources humaines. Les médecins et les infirmières qualifiées ne représentent respectivement que 3% et 37% du personnel de santé.<sup>77</sup> La crise de 2015 a remis le système de santé du pays sous pression.<sup>78</sup> Après un premier ralentissement, la demande de services de santé est revenue aux niveaux d'avant la crise, mais les problèmes de paiement informel (et donc d'équité) ont continué de s'intensifier.<sup>79</sup> Comme dans d'autres pays africains, les centres de santé sont soutenus par des comités de santé semi-fonctionnels composés de membres élus de la communauté.<sup>80</sup> Les réseaux d'agents de santé communautaires (ASC) sont au cœur de la politique nationale de santé pour 2016-2023 et ont reçu un soutien important (par exemple de l'USAID), y compris par le biais de programmes de financement basés sur la performance (FBP).<sup>81</sup>
- **Soins de santé privés** : Le secteur privé est faiblement réglementé. Il y a 493 cliniques privées et un nombre inconnu de pharmacies privées. Le rôle des pharmacies dans la société burundaise doit être sérieusement examiné. En raison d'obstacles financiers, les gens contournent souvent le système de santé officiel et se rendent directement à la pharmacie locale pour obtenir un traitement (lié à leurs symptômes, ou plutôt à la façon dont ils les décrivent). En tant que première ligne, les pharmaciens doivent être intégrés aux efforts de préparation à Ebola au côté des structures de santé publiques et privées.
- **Prestataires de soins de santé traditionnels**. Il est estimé qu'entre 40 et 80% de la population consulte régulièrement un *tradipraticien* (guérisseur traditionnel).<sup>82</sup> Il existe de nombreux types de *tradipraticiens* qui ont des pratiques très différentes : certains utilisent des traitements à base de plantes à l'efficacité cliniquement démontrée tandis que d'autres utilisent des méthodes plus invasives, y compris des saignées. Certains sont membres de l'ATRADIBU ou d'autres associations de *tradipraticiens*. Ils sont en général désireux d'une plus grande reconnaissance. L'intégration entre les systèmes de santé traditionnels et biomédicaux est très limitée et les références de patients entre guérisseurs et cliniques sont informelles et rares.<sup>83</sup>

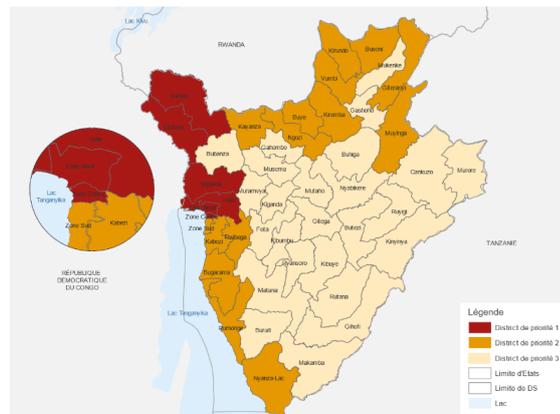
---

## Préparation et réponse à Ebola

- **Structures de préparation** : Les activités de préparation ont débuté en août 2018 et se sont améliorées en termes de rapidité et de coordination au cours des derniers mois. Au moment de la rédaction de cette note, le Ministère de la santé faisait circuler une note d'information hebdomadaire sur les activités liées à Ebola.<sup>84</sup> Dans le cadre de ses activités de préparation au virus Ebola, le

Burundi a reçu deux millions de dollars de la Banque Mondiale et un appui technique et financier de l'OMS, de l'UNICEF, du PAM et de l'OIM.<sup>85</sup> Le plan d'urgence Ebola du pays a été préparé par le Ministère de la santé en réponse à la neuvième épidémie d'Ebola en RDC (dans la province de l'Équateur, entre mai et juillet 2018), et a été mis à jour pour la dixième épidémie au Nord Kivu et en Ituri, en RDC.<sup>86</sup> Une *Task Force Ebola* a été créée au sein du Ministère de la santé sous la *Direction des Programmes et Projets de Santé* (DPPS). Huit sous-comités relèvent du Groupe de travail Ebola : gestion de cas, surveillance, IPC / WASH, laboratoire, communication et engagement communautaire, coordination, logistique et finances. Les responsables de chaque sous-comité sont membres du comité de coordination. Sept agences des Nations Unies contribuent à la task force (UNICEF, OMS, PNUD, HCR, OIM, FAO et PAM), qui inclut aussi Médecins sans frontières (MSF), la Croix-Rouge burundaise, USAID et DFID. Les ONG sont découragées de participer si elles ne sont directement sous-traitantes d'activités ou n'impliquent pas (n'engagent pas) le personnel du ministère de la Santé dans leurs activités. Cette approche centralisée et le contrôle des partenaires peuvent ralentir la capacité d'intervention au niveau du district si des cas d'Ebola sont présents dans plusieurs provinces (voir ci-dessous).

- **Districts prioritaires** : Six districts sanitaires ont été identifiés comme prioritaires de niveau 1, tous situés à proximité de la frontière terrestre avec la RDC : Cibitoke, Mabayi, Mpanda, Isale, Bujumbura zone Nord, Bujumbura zone Centre. Quinze autres districts ont été désignés comme districts prioritaires de niveau 2 (voir la carte 2 ci-dessus) car ils se trouvent soit de l'autre côté du lac en RDC, soit à la frontière entre le Burundi et le Rwanda. A ce jour, les activités de préparation et les ressources des bailleurs se sont concentrées sur ces 21 districts sanitaires. Compte tenu de sa situation géographique, l'ajout du district de Bubanza à la liste prioritaire devrait être envisagé. Les partenaires internationaux se sont efforcés d'améliorer la coordination décentralisée (voir ci-dessus) et de financer directement les structures du Ministère de la santé dans les provinces prioritaires.



Carte 2 – Districts prioritaires (MoH)

- **Mesures de préparation** : Un Centre de Traitement Ebola (CTE) a été créé à Rukaramu, à 8 km au nord-est du poste frontière principal de Gatumba, et le gouvernement burundais a mis en place un contrôle à 23 points d'entrée le long de la frontière avec la RDC et le Rwanda.<sup>87</sup> Des thermo-scanographes portatifs sont utilisés pour surveiller la température des personnes qui franchissent la frontière terrestre et des thermo-scanographes corporels complets sont utilisés à l'aéroport. Le staff des formations sanitaires des 21 districts prioritaires (niveaux 1 et 2) ont reçu une formation sur Ebola donné par le Ministère de la santé, de l'OMS et de l'UNICEF. Les branches médicales des forces armées et de la police ont également participé à cette formation. Trois ambulances ont été mises à disposition pour le transport (soupçonné et confirmé) de patients atteints d'Ebola dans les districts prioritaires, dont une à l'aéroport international de Bujumbura, une à Nyanza-Lac et une à Ruhwa, province de Cibitoke (frontière avec le Rwanda). Des trousse de protection individuelle ont été distribuées au CTE, aux points d'entrée et dans les formations sanitaires des districts prioritaires des niveaux 1 et 2.<sup>88</sup> Avec l'appui de partenaires, le groupe de travail Ebola a élaboré et diffusé des messages clés de prévention à la radio, à la télévision et par le biais de communications interpersonnelles de porte en porte impliquant divers acteurs, y compris des leaders religieux.
- **Sensibilisation à Ebola et stratégies de prévention** : Au moment de la rédaction de cette présente note, aucun cas d'Ebola n'avait été identifié au Burundi. En général, la population considère Ebola comme une menace lointaine plutôt que comme un risque ou un danger imminent. Une étude rapide menée auprès de 344 répondants dans les districts prioritaires de niveau 1 à la fin de 2018 a révélé des niveaux variables de sensibilisation à Ebola : 68 % de l'échantillon pouvait identifier au moins deux symptômes de la maladie, mais seulement 34 % connaissaient au moins deux modes de transmission.<sup>89</sup> Les méthodes de prévention semblaient moins bien connues, 85 % ont indiqué qu'ils iraient dans une formation sanitaire s'ils pensaient avoir le virus Ebola, et le même pourcentage a confirmé qu'ils se présenteraient dans une formation sanitaire s'ils avaient une forte fièvre. L'étude ne s'est pas penchée sur des questions connues pour influencer l'accès aux soins en RDC telles que la désinformation ou la perception qu'Ebola n'est pas réel et qu'il s'agit d'une construction politique ou d'une arme de guerre.

## Contact

Veillez nous contacter si vous avez une demande directe relative à la riposte au virus Ébola en RDC, ou concernant les notes stratégiques de la SSHAP, des outils, une expertise technique ou une analyse à distance supplémentaire, ou si vous souhaitez rejoindre le réseau de conseillers. Pour contacter directement la Plateforme *Social Science in Humanitarian Action*, veuillez envoyer un e-mail à Juliet Bedford ([julietbedford@anthrologica.com](mailto:julietbedford@anthrologica.com)) et Santiago Ripoll ([s.ripoll@ids.ac.uk](mailto:s.ripoll@ids.ac.uk)). Points de liaison clés de la plateforme : UNICEF ([Ishamalla@unicef.org](mailto:Ishamalla@unicef.org)); WHO ([bhatiaseviap@who.int](mailto:bhatiaseviap@who.int)) and ([barryr@who.int](mailto:barryr@who.int)); IFRC ([obretta.baggio@ifrc.org](mailto:obretta.baggio@ifrc.org)); Communication Commission DRC ([jdshadid@unicef.org](mailto:jdshadid@unicef.org)); GOARN Research Social Science Group ([nina.gobat@phc.ox.ac.uk](mailto:nina.gobat@phc.ox.ac.uk)).

## References

- <sup>1</sup> [https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/14271/SSHAP\\_Uganda\\_DRC\\_Cross\\_Border\\_Dynamics.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/14271/SSHAP_Uganda_DRC_Cross_Border_Dynamics.pdf?sequence=1&isAllowed=y)
- <sup>2</sup> [https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/14472/SSHAP\\_Cross\\_border\\_dynamics\\_Rwanda\\_DRC.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/14472/SSHAP_Cross_border_dynamics_Rwanda_DRC.pdf?sequence=1&isAllowed=y)
- <sup>3</sup> <https://data2.unhcr.org/en/situations/burundi>
- <sup>4</sup> <https://data2.unhcr.org/en/situations/drc>
- <sup>5</sup> <http://hdr.undp.org/en/composite/HDI>
- <sup>6</sup> [https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/264-helping-the-burundian-people\\_0.pdf](https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/264-helping-the-burundian-people_0.pdf)
- <sup>7</sup> [https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI\\_2018\\_Burundi.pdf](https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI_2018_Burundi.pdf)
- <sup>8</sup> <https://www.transparency.org/country/BDI>
- <sup>9</sup> <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/burundi/burundi-la-crise-de-corruption>
- <sup>10</sup> <https://www.iwacu-burundi.org/englishnews/burundi-government-dismisses-transparency-international-report-on-corruption/>
- <sup>11</sup> <https://afrique.lalibre.be/30475/burundi-rwanda-drcongo-tensions-avec-le-rwanda-bujumbura-prise-la-main-dans-le-sac/>
- <sup>12</sup> Des exceptions demeurent. Par exemple en province de Bujumbura où certains *chefs de collines* appartiennent à la coalition *Amizero y'Abarundi* (CNL).
- <sup>13</sup> Bouka, Y., 2017. Burundi: Between War and Negative Peace. In *War and Peace in Africa's Great Lakes Region* (pp. 17-31). Palgrave Macmillan, Cham.
- <sup>14</sup> <https://www.trackingterrorism.org/group/imbonerakure>
- <sup>15</sup> <https://www.refworld.org/docid/5acf84207.html>
- <sup>16</sup> <http://www.rfi.fr/afrique/20160722-burundi-bujumbura-reforme-systeme-cahiers-menage-controler>
- <sup>17</sup> <https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/burundi>
- <sup>18</sup> <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/burundi/african-union-and-burundi-crisis-ambition-versus-reality>
- <sup>19</sup> <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24254&LangID=E>
- <sup>20</sup> La législation de 2017 impose aux OING de respecter les règles de l'administration publique, avec un maximum de 60% de personnel composé de Hutus et 40% de Tutsi.
- <sup>21</sup> <https://www.jeuneafrique.com/700535/societe/burundi-des-ong-ferment-leurs-portes-refusant-de-franchir-la-ligne-rouge-du-fichage-ethnique/>
- <sup>22</sup> <https://www.bbc.co.uk/news/av/world-africa-47831156/burundi-s-bbc-ban-why-has-it-happened>
- <sup>23</sup> <https://rsf.org/en/burundi>
- <sup>24</sup> Falisse, J.-B. and Nkengurutse, H. (2019). From FM radio stations to Internet 2.0 overnight: information, participation and social media in post-failed coup Burundi, in Molony, T. and Dwyer, M. (eds) *Social Media and Politics in Africa: Democracy, Censorship and Security*, London: Zed Book
- <sup>25</sup> <https://internetworldstats.com/af/bi.htm>
- <sup>26</sup> Mpinganzimana, D. 2019. *Enquête sur les connaissances, attitudes et pratiques à l'intention de la population des zones à haut risque de contamination de la maladie à virus Ebola*.
- <sup>27</sup> <https://www.yaga-burundi.com/>
- <sup>28</sup> <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html>
- <sup>29</sup> [https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/46547/inauguration-officielle-du-pont-reliant-le-burundi-et-la-rdc-sur-le-poste-de-fronti%C3%A8re-gatumba\\_fr](https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/46547/inauguration-officielle-du-pont-reliant-le-burundi-et-la-rdc-sur-le-poste-de-fronti%C3%A8re-gatumba_fr)
- <sup>30</sup> WHO Burundi, 2018, Ebola Outbreak Preparedness and Response Plan.
- <sup>31</sup> 235 000 BIF pour un passeport, 30 000 BIF pour un laissez-passer et seulement 2 500 BIF pour une CEPGL, valable 6 mois seulement. Le salaire d'un professeur, un poste respecté et l'un des mieux rémunérés au Burundi, est d'environ 230 000 par mois <http://www.securitepublique.gov.bi/spip.php?article245>. Pour plus d'informations sur les salaires, voir <https://www.jeuneafrique.com/477385/societe/largent-des-aficains-eric-enseignant-au-burundi-113-euros-par-mois/>
- <sup>32</sup> [https://aoav.org.uk/wp-content/uploads/2016/02/AOAV-DRC-Burundi-Border-Assessment-Report-FINAL\\_en.pdf](https://aoav.org.uk/wp-content/uploads/2016/02/AOAV-DRC-Burundi-Border-Assessment-Report-FINAL_en.pdf)
- <sup>33</sup> Alusala, N. 2015, *Assessment report: on cross-border small arms and light weapons trafficking between the Democratic Republic of the Congo and the Republic of Burundi*. Bujumbura: Action on Armed Violence.
- <sup>34</sup> Alusala, N. 2015, *Assessment report: on cross-border small arms and light weapons trafficking between the Democratic Republic of the Congo and the Republic of Burundi*. Bujumbura: Action on Armed Violence. Voir aussi le rapport de l'ONU S/2017/1102.
- <sup>35</sup> World Bank. 2019, *Lake Tanganyika Transport Program 2018*
- <sup>36</sup> <http://tracks.unhcr.org/2015/05/rescue-on-lake-tanganika/>
- <sup>37</sup> World Bank. 2019, *Lake Tanganyika Transport Program 2018*
- <sup>38</sup> Titeca, Kristof and Célestin Kimanuka. (2012). Walking in the Dark: Informal Cross-border Trade in the Great Lakes Region.
- <sup>39</sup> Hossein, Caroline, Paul Brenton, Shiko Nagaki and Celestin Bashingye. (2011). Facilitating Cross-Border Trade between the DRC and Neighbors in the Great Lakes Region of Africa: Improving Conditions for Poor Traders.
- <sup>40</sup> Titeca, K. and Kimanuka, C., 2012. Walking in the dark: Informal cross-border trade in the great lakes region.
- <sup>41</sup> Alusala, N. 2015, *Assessment report: on cross-border small arms and light weapons trafficking between the Democratic Republic of the Congo and the Republic of Burundi*. Bujumbura: Action on Armed Violence.
- <sup>42</sup> López, E., Awawi, A. and Salcedo-Albarán, E. 2017. Trafficking of Coltan in the Democratic Republic of the Congo. The Global Observatory of Transnational Criminal Networks - Research Paper No. 6 [https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Central\\_Africa\\_Report\\_2011\\_web.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Central_Africa_Report_2011_web.pdf) and <https://www.theeastafrican.co.ke/business/UN-experts-unearth-gold-smuggling-network-in-DR-Congo/2560-3277488-suw6qz/index.html>
- <sup>43</sup> <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2019/01/31/africa-is-heroin-new-highway-to-the-west>
- <sup>44</sup> <https://www.africanews.com/2019/03/29/brazilian-drug-trafficker-3-others-nabbed-in-burundi/>
- <sup>45</sup> <https://www.radiokapi.net/2018/06/19/actualite/securite/uvira-environ-10-morts-lors-de-violents-combats-entre-miliciens>
- <sup>46</sup> Alusala, N. 2015, *Assessment report: on cross-border small arms and light weapons trafficking between the Democratic Republic of the Congo and the Republic of Burundi*. Bujumbura: Action on Armed Violence.
- <sup>47</sup> <https://kivusecurity.org/>
- <sup>48</sup> <https://www.nytimes.com/2018/05/12/world/africa/burundi-attack-ruhagarika.html>
- <sup>49</sup> <https://www.voanews.com/a/army-dr-congo-troops-kill-burundi-rebels-in-east/4873592.html>
- <sup>50</sup> <https://www.enca.com/africa/34-militiamen-handed-over-to-dr-congo-military-army>
- <sup>51</sup> <http://riftvalley.net/publication/mai-mai-yakutumba#XMRZxOhKhQA>
- <sup>52</sup> UNHCR, The Democratic Republic of Congo Situation. Regional Update, February 2019
- <sup>53</sup> Vermeylen, A., 2016. Une anthropologue dans un camp de réfugiés. Comment faire une ethnographie dans un contexte d'imposition discursive institutionnelle?. *Parcours anthropologiques*, (11).
- <sup>54</sup> <https://www.dw.com/fr/pr%C3%A8s-de-8000-%C3%A9fug%C3%A9s-congolais-vivent-dans-des-conditions-pr%C3%A9caires-au-burundi/a-42394916>
- <sup>55</sup> <https://www.dw.com/fr/cibitoke-accueille-des-r%C3%A9fug%C3%A9s-congolais/a-37365778>
- <sup>56</sup> Democratic Republic of the Congo UNCR Operational Update, 2018 and <https://data2.unhcr.org/en/situations/burundi>
- <sup>57</sup> <https://www.unhcr.org/news/briefing/2019/1/5c3d9cdd4/unhcr-partners-look-for-us-296-million-burundi-refugee-crisis.html>
- <sup>58</sup> <https://actualite.cd/2019/01/25/rdc-une-centaine-de-burundais-en-sejour-illegal-arretes-par-larmee-fizi>
- <sup>59</sup> <https://www.voafrique.com/a/trois-pr%C3%A9sum%C3%A9s-militaires-burundais-arr%C3%AAt%C3%A9s-dans-un-camp-des-r%C3%A9fug%C3%A9s-en-rdc/4653793.html>
- <sup>60</sup> <https://africanarguments.org/2018/08/21/pressure-burundi-refugees-tanzania-pushed-return/>
- <sup>61</sup> <https://www.theeastafrican.co.ke/news/ea/Uganda-asks-Rwandan-Burundian-refugees-to-go-home/4552908-5047554-hl7fiv/index.html>
- <sup>62</sup> The Burundi Regional Response Plan 2019-2020 projected 175,000 Burundian refugees by 31 December 2018. There are still double that figure.
- <sup>63</sup> International Organization for Migration [May 2019], Displacement Tracking Matrix (DTM) - Burundi <https://www.globaldtm.info/burundi/>
- <sup>64</sup> Isabirye, S.B. and Mahmoudi, K.M., 2000. Rwanda, Burundi, and Their "Ethnic" Conflicts. *ethn stud rev*, 23(1), pp.62-80.
- <sup>65</sup> Le terme «burundi» est également le mot utilisé en kirundi pour désigner les habitants du Burundi (burundais). Dans cette note, Burundi fait référence au groupe ethnique congolais Burundi et le terme Burundais désigne les habitants du Burundi.
- <sup>66</sup> <https://www.files.ethz.ch/isn/167978/206-understanding-conflict-in-eastern-congo-the-ruzizi-plain-english.pdf>
- <sup>67</sup> <https://www.files.ethz.ch/isn/167978/206-understanding-conflict-in-eastern-congo-the-ruzizi-plain-english.pdf>
- <sup>68</sup> « Répartition de la population résidente de 10 ans et plus par langue lue et écrite selon l'âge, selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Burundi 2008 » [archive], p. 63.
- <sup>69</sup> US Department of State - Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, 2017. Burundi. In *International Religious Freedom Report for 2017*
- <sup>70</sup> <http://www.rfi.fr/afrique/20180403-burundi-trois-ans-exode-adeptes-prophetesse-zebiya> and <https://www.unhcr.org/rw/13198-burundian-group-decides-voluntarily-return-home.html>
- <sup>71</sup> <http://uis.unesco.org/en/uis-student-flow> [https://ressources.campusfrance.org/publi\\_institut/etude\\_prospect/stats\\_pays/fr/rdc\\_fr.pdf](https://ressources.campusfrance.org/publi_institut/etude_prospect/stats_pays/fr/rdc_fr.pdf)
- <sup>72</sup> <http://www.iwacu-burundi.org/umonge-sept-pecheurs-congolais-arretes-dans-le-lac-tanganika/>
- <sup>73</sup> Mukuri, M., 2004. Recours à la pratique du deuil. *Cahiers d'études africaines*, 44(173-174), pp.425-428. And Nibizi, E., 2005. Mourir au Burundi: gestion de la mort et pratiques d'enterrement (de la période pré-coloniale à nos jours) Université du Burundi - Licence en histoire 2005 <https://www.memoireonline.com/10/13/7622/Mourir-au-Burundi-gestion-de-la-mort-et-pratiques-d-enterrement-de-la-periode-pre-coloniale-.html>
- <sup>74</sup> Burundi Demographic and health Survey, 2016-2017
- <sup>75</sup> Direction du Système d'Information Sanitaire, République du Burundi, Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le SIDA, ANNUAIRE DES STATISTIQUES SANITAIRES 2017, page 6.
- <sup>76</sup> MSPLS. Normes sanitaires pour la mise en œuvre du PNDSII.
- <sup>77</sup> <https://www.who.int/emergencies/response-plans/2017/burundi/en/>
- <sup>78</sup> [https://www.unicef.org/esaro/PER-of-Health-in-Burundi-\(2017\).pdf](https://www.unicef.org/esaro/PER-of-Health-in-Burundi-(2017).pdf)
- <sup>79</sup> Falisse, J.B., 2016. *The community governance of basic social services in fragile states: health facility committees in Burundi and South Kivu, DR Congo* (Doctoral dissertation, University of Oxford).
- <sup>80</sup> [https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/264-helping-the-burundian-people\\_0.pdf](https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/264-helping-the-burundian-people_0.pdf)
- <sup>81</sup> [http://www.coopami.org/fr/countries/countries/burundi/social\\_protection/pdf/social\\_protection07.pdf](http://www.coopami.org/fr/countries/countries/burundi/social_protection/pdf/social_protection07.pdf)
- <sup>82</sup> Falisse, J.-B., Masino, S. and Ngenzeuburo, R. 2018. Indigenous Medicine and Biomedical Health Care in Fragile Settings: Insights from Burundi. *Health Policy and Planning*. 33 (4), pp. 483-493.
- doi:10.1093/heapol/czy002
- <sup>83</sup> Falisse, J.-B., Masino, S. and Ngenzeuburo, R. 2018. Indigenous Medicine and Biomedical Health Care in Fragile Settings: Insights from Burundi. *Health Policy and Planning*. 33 (4), pp. 483-493.
- doi:10.1093/heapol/czy002
- <sup>84</sup> [https://afro.who.int/sites/default/files/2019-04/Rapport%20Hebdomadaire%20du%2008\\_04\\_2019.pdf](https://afro.who.int/sites/default/files/2019-04/Rapport%20Hebdomadaire%20du%2008_04_2019.pdf)
- <sup>85</sup> UNFPA, FAO and UN Women have also been involved to a more limited extent.
- <sup>86</sup> Ministère de la Santé Publique. 2018. *Plan de contingence de préparation à la menace de la maladie à virus Ebola au Burundi*.
- <sup>87</sup> <https://bit.ly/2LXCRib>
- <sup>88</sup> <http://www.minisante.bi/index.php/actualites/1297-point-de-presse-conjoint-du-ministere-de-la-sante-publique-et-de-lutte-contre-le-sida-et-l-organisation-mondial-de-la-sante-sur-la-maladie-a-virus-ebola>; <http://abpinfos.com/burundi-prepares-to-deal-with-ebola>; <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/MDRBI015do1.pdf>
- <sup>89</sup> Mpinganzimana, D. 2019. *Enquête sur les connaissances, attitudes et pratiques à l'intention de la population des zones à haut risque de contamination de la maladie à virus Ebola*.